

Les associations caritatives à la diète

Var Matin - Publié le mardi 13 novembre 2012

Le fonds d'aide aux plus démunis (PEAD) de Bruxelles doit considérablement diminuer. Des associations tirent la sonnette d'alarme : faute de moyens suffisants, elles ne pourront plus nourrir tout le monde

C'est un véritable appel à l'aide qu'ont lancé quatre associations caritatives (1) dans un communiqué commun. Elles craignent de ne plus disposer, à court terme, de moyens suffisants pour fournir de la nourriture aux plus démunis. L'Europe menace, en effet, de réduire drastiquement le soutien financier accordé jusqu'à présent à travers un PEAD (programme européen d'aide aux plus démunis).

Ce dernier sera remplacé en 2014 par un fonds européen doté d'une enveloppe de 2,5 milliards d'euros sur sept ans, contre 3,5 milliards aujourd'hui. Or, la commission européenne elle-même a estimé qu'il fallait 4,75 milliards d'euros pour couvrir les besoins des associations.

On est donc loin du compte. « Cela représente une baisse de 28 % au regard du budget actuel (500 millions pour 2012) », estime le Secours populaire.

Cinq cents millions déjà insuffisants « pour lutter contre la pauvreté et nourrir dix-huit millions d'Européens » pauvres dans vingt pays, protestent les associations. Car tandis que le budget fond, le nombre de pauvres à aider grandit et celui des pays concernés en Europe, aussi.

Autre souci : la nouvelle enveloppe serait prise dans le budget social. L'argent disponible ne serait donc pas consacré uniquement à la nourriture, mais aussi au loyer, l'habillement etc.

Plus d'un million de repas

« Entre 25 et 30 % de nos ressources proviennent du PEAD », s'alarme le président varois des Restos du cœur, Paul Bosquier, dont les antennes accueillent chaque année 10 à 15 % de personnes en plus. « Si le PEAD s'arrête, ce serait une catastrophe pour nous. Il faudrait qu'on trouve 25 % de générosité publique en plus ». Les Restos de Coluche, qui vont entamer leur vingt-huitième campagne à la fin du mois, ont distribué l'an dernier plus d'un million de repas à sept mille quatre cents personnes.

Mêmes craintes pour l'avenir au Secours populaire français, qui a déjà constaté des baisses en provenance de l'Europe, malgré 20 % de nouveaux bénéficiaires se pressant dans ses locaux d'une année sur l'autre. Cette association a soutenu près de dix mille personnes en 2011. « On va être obligé de réduire les distributions », s'inquiète Isabelle Ranucci, secrétaire départementale. Et de faire des choix : le lait, quand il vient à manquer, sera réservé aux femmes enceintes et aux enfants. En 2011, le Var s'est vu octroyer quatre-vingt-dix palettes contre trente-trois cette année. Un mauvais signe.

Moins de gaspillage

La Croix-Rouge, de son côté, est moins inquiète dans la mesure où elle fait peu appel, dans le Var, aux fonds européens via la Banque alimentaire. Ce qui n'empêche pas Simone Long, sa présidente départementale de juger « inadmissible que l'Europe se désengage ainsi ».

Enfin, la banque alimentaire, qui gère dans le Var 1 600 tonnes de nourriture dont 40 % proviennent de l'Europe, s'interroge aussi sur le futur, quand le PEAD sera transformé.

« Ça nous demandera d'évoluer, de diversifier nos sources de revenus », avance prudemment François Teulé, chargé de la communication, en rappelant qu'au départ, le PEAD avait été créé pour

recupérer les nourritures gaspillées dans toute l'Europe, les fameux surplus de la politique agricole commune. Aujourd'hui, il y a moins de gaspillage, on gère mieux, mais il y a toujours plus de pauvres. Cherchez l'erreur.

1. Les banques alimentaires, la Croix-Rouge française, les Restos du cœur et le Secours populaire français.

Pourquoi ça coince

Le programme d'aide aux plus démunis (PEAD) a été mis en place il y a vingt-cinq ans par Jacques Delors, à l'époque président de la Commission européenne, pour utiliser les surplus de la politique agricole commune (PAC). En cas d'absence de stocks, qui ont fondu au fil des ans, l'UE finance l'achat de denrées sur le budget de la PAC.

Ce fonctionnement est remis en cause en 2011 par sept pays dont l'Allemagne, estimant que l'aide sociale ne relève pas de l'Europe, mais de chaque état membre. La Cour européenne de justice leur donne raison.

Devant la levée de boucliers de plusieurs pays, un compromis est trouvé fin 2011, pour maintenir le PEAD en 2012 et 2013 avec un budget de 500 millions d'euros par an. La commission propose ensuite la création d'un Fonds européen doté de 2,5 milliards d'euros sur 7 ans (2014-2020), ce qui semble notoirement insuffisant aux associations. Le conseil des chefs d'États européens doit statuer sur ce principe le 23 novembre.

D'ici là, les associations appellent à accentuer la pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils soient conscients de « la nécessité d'un programme européen garantissant un droit fondamental et un besoin vital : l'accès à une alimentation suffisante [...] ».

« À l'heure où ses dirigeants ont reçu le prix Nobel de la paix, l'Europe ne saurait rompre ce pacte de solidarité en faveur des hommes et des femmes qui y vivent », concluent les associations.

Repères

- 130 millions de repas distribués en France. C'est ce que représente l'aide alimentaire de l'Union européenne chaque année. La France est la principale bénéficiaire de cette aide, avec la Pologne et l'Italie.

- 72 millions d'euros ont été attribués à la France l'an dernier, sur les 500 M€ du PEAD.

- 2 euros par an et par habitant de l'UE. C'est ce que représente l'aide réclamée par les associations (4,5 milliards sur 7 ans).